

Mathis, martyr de l'immigration : ne jamais s'habituer

Article rédigé par *Liberté politique*, le 30 avril 2024

Samedi 27 avril, un jeune Français âgé de 15 ans a été poignardé à mort par un clandestin afghan. Un nouveau crime de l'immigration frappe l'un des nôtres sans que la classe politique ne s'en soucie.

Nouvelle victime de l'immigration, Mathis 15 ans a été tué à coups de couteau par un migrant afghan. La cause de cette attaque demeurait encore floue lundi. Dans un premier temps a été avancée une affaire de téléphone portable volé puis, comme pour l'affaire de Crépol, c'est rapidement la victime qui a été prise pour cible, accusée d'être « raciste » selon les mots de son assassin et ceux de sa mère également placée en garde-à-vue. Cette dernière aurait, selon Le Parisien, asséné une gifle à la victime après les coups de couteau.

Les gauches et le centre, complices d'homicides ?

A l'immondice habituelle qui entoure la mort d'un enfant s'ajoute ici le fait migratoire.

Une partie de la classe politique y a souscrit, persiste et signe. Ainsi, à droite les trois principales formations : RN, LR et Reconquête se sont émus du drame mais à gauche et au centre, pas un bruit.

En 2021, le député [Sandrine Rousseau](#) appelait même à accueillir plus de migrants afghans. La même année, le ministre de l'Intérieur [Gérald Darmanin](#) exprimait la même chose et se félicitait même qu'une telle politique soit mise en place par le président Macron.

Aucun ministre n'a cru bon de réagir à ce terrible meurtre. A gauche, seule Ségolène Royale s'en est émue. La gauche Insoumise s'est terrée dans le silence, trop occupée à séduire une poignée de petits bourgeois parisiens en mal de sensations fortes à Sciences Po. Le champion de la gauche « saucisson pinard » Fabien Roussel s'est aussi abstenu de commentaire, préférant défendre un obscur rappeur iranien condamné dans son pays...

Demain, la justice privée

En refusant d'admettre l'aspect criminel du système migratoire, les gauches et le centre nient aussi bien les souffrances des Français victimes de l'immigration que le désastre méditerranéen. Comme toujours le gouvernement aura fait pression sur la famille de la victime pour demander qu'il n'y ait pas de récupération. Le maire de Châteauroux a déjà fait des déclarations dans ce sens.

Ces pressions du pouvoir politique sont monnaie courante et les individus qui se livrent à de tels pressions méritent notre mépris.

L'inversion accusatoire va déjà bon train, comme dans le drame de Crépol où le jeune Thomas avait été tué par un jeune issu de l'immigration. Se déroule comme toujours le refrain anti-pénal [hérité d'Hugo et Badinter](#). Le coupable, victime de la société, de sa situation... Une inversion qui vaut pour certains seulement et qui

risque de conduire demain à la résurgence de la justice privée.

Comment imaginer que demain, un père de famille, un frère, un ami, ne voudront pas se substituer à un appareil judiciaire compromis et à un pouvoir politique défaillant ?

Olivier Frèrejacques

Président de Liberté politique

30/04/2024 01:00